

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

# Procès Zuma: le groupe français Thales débouté



Jacob Zuma et le groupe Thalès dans le même pétrin.

Jonas OSSOMBEY  
(sources : AFP)  
Libreville/Gabon

Le groupe français Thales n'a pas eu gain de cause dans le procès de l'ex-président sud-africain, Jacob Zuma. Il contestait une accusation d'extorsion dans le cadre d'un contrat d'armement remontant à 1999. Sa demande a été rejetée par la justice sud-africaine, ouvrant la voie à un procès pour corruption contre l'ex-président Jacob Zuma, prévu pour février. Ainsi, l'ancien chef de l'Etat devra répondre de seize accusations de fraude, trafic d'influence et extorsion en lien avec l'achat d'avions de combat, patrouilleurs et équipement militaire à Thales lorsqu'il était vice-président de Thabo Mbeki. M. Zuma est accusé d'avoir touché 218.000 euros (près de quatre millions de rands) de pots-de-vin dans le cadre d'un contrat global d'environ 2,8 milliards d'euros avec le géant français de la défense et de l'aérospatiale. En outre, Thales, également accusé de corruption, extorsion et blanchiment d'argent dans cette affaire, avait contesté en 2020 l'accusation d'extorsion pointant un manque de preuve. Mais un tribunal a rejeté hier la demande, a déclaré le Parquet national sud-africain (NPA), levant un des derniers obstacles juridiques au procès. Les

premières auditions doivent débuter le mois prochain. "Le NPA se félicite de la décision de la Haute Cour de Pietermaritzburg (Est, NDLR), de rejeter la demande du groupe français d'armement Thales", a déclaré dans un communiqué publié via WhatsApp son porte-parole, Siphon Ngwema. Thales Afrique du Sud a déclaré à l'AFP "prendre note" de la décision et "étudier le jugement et les options juridiques pour d'éventuelles nouvelles mesures". Le groupe "se défendra de toutes les accusations lors du procès", a-t-il ajouté dans une réponse envoyée par e-mail. Il faut rappeler que Jacob Zuma tout comme le groupe français, qui sera défendu par Barry Roux, l'ancien avocat de l'ex-star du sprint handisport Oscar Pistorius, ont toujours nié le moindre acte illicite, tentant à plusieurs reprises de retarder juridiquement la procédure. Initialement prévu en mai 2020, le procès a été repoussé quatre fois l'année dernière, pour des raisons juridiques et à cause de la pandémie de coronavirus. Il doit démarrer le 23 février. L'ancien président avait été poussé en 2018 à la démission par l'ANC, son propre parti, après neuf années de mandat marquées par une popularité en déclin et de multiples accusations de corruption.

## ANNONCES LÉGALES

### MEDICAL OPTIQUE

SOCIETE ANONYME AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION  
AU CAPITAL DE 10 000 000 de F CFA  
SIEGE SOCIAL : Avenue du Colonel PARANT  
LIBREVILLE B.P. 94  
R.C.C.M. : LIBREVILLE 2002 B 01806  
N. I. F : 793 402 W

Madame, Messieurs les actionnaires de la société MEDICAL OPTIQUE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 08 février 2021 à 15 heures, au siège social à Libreville, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice 2019 et des rapports du Commissaire sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme OHADA des sociétés commerciales ;
- 2) Approbation desdits comptes et conventions ;
- 3) Quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes ;
- 4) Affectation du résultat ;
- 5) Régularisation des mandats des Commissaires aux comptes ;
- 6) Pouvoirs pour formalités.

Tout actionnaire ou représentant légal d'actionnaire sera admis à l'Assemblée et pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire. Les pouvoirs en vue de la représentation à l'Assemblée devront être déposés ou transmis au siège social avant l'Assemblée.

Les documents prescrits par l'article 525 de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales seront tenus à la disposition des actionnaires au siège social quinze jours avant l'Assemblée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 10665

### SOGARA

Depuis quelques jours, un avis de recrutement supposé provenir de la Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA) circule sur les réseaux sociaux.

La Division des Ressources Humaines de la SOGARA tient à informer le public, qu'elle ne reconnaît pas cette publication et par conséquent, apporte un démenti formel à ces fausses informations.

La SOGARA se réserve le droit d'initier des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs de ces allégations.

Division des Ressources Humaines SOGARA P10022

## PETITES ANNONCES

### EMPLOI DEMANDE

10670 — J.H Sàotomeen cherche emploi cuisinier.060.09.66.67.

## AVIS

L'Etude de Maître Florent MOUNGUENGUI, Huissier de Justice, à la requête de la société PPG GABON, procédera à une vente aux EN CHERES PUBLIQUES.

Date : Samedi 06 Février 2021

Heure : A partir de 10 heures

Objets : MEUBLES DE MAISON

Lieu : Au siège de la COMPAGNIE INTERNATIONALE DE DEMENAGEMENT TRANSIT (CIDT), sis à la Z.I. Oloumi, après Centre Médical INTER-ENTREPRISES.

Conditions : Sous pli fermé, au plus offrant, au comptant, avec paiement et enlèvement immédiats, 12% en sus.

Contact : 066 96 21 23/077 87 44 91

Catalogue disponible sur : office-hdj-fm.com 10662

### PROCURE DIOCESAIRE

#### (Complexe Scolaire Sainte Anne)

Madame **Dorothee GOMES GONDJOUT** épouse **SCOTT**, Directrice du Complexe Scolaire Sainte Anne, absente de son poste de travail depuis le 01 décembre 2020, est demandée de se présenter à la procure diocésaine dans les 48 heures à compter de la parution du présent communiqué. Passé ce délai l'intéressée sera considérée comme démissionnaire. 10693

## LA REPRÉSENTATION DU FONDS MONÉTAIRE

### INTERNATIONAL (FMI) BASÉE A LIBREVILLE

#### RECHERCHE UN(E) ÉCONOMISTE

Sous l'autorité et supervision générale du Représentant Résident, elle/il devra notamment :

- développer et maintenir des bases de données complètes sur les aspects de l'économie (en particulier du pays et sous-région qui lui est assigné) ;
- participer à des missions de collecte / analyse de données ainsi qu'à l'échange d'informations avec des représentants du gouvernement / secteur privé.
- organiser et prendre part à une série de réunions, etc. ;
- effectuer un travail analytique, par ex. entreprendre des analyses économiques, évaluer, suivre et analyser les développements économiques, la conception de politiques et de programmes et l'assistance technique (en particulier dans les domaines de la production, des prix, du secteur financier, de l'argent, des questions fiscales et de la balance des paiements) ;
- rechercher et préparer une variété de résultats écrits, statistiques et économétriques de niveau académique ;
- réagir de façon créative pour faire face aux nouveaux problèmes et contextes économiques ;
- travailler avec la Banque Mondiale et d'autres donateurs bilatéraux et multilatéraux ;

La / le candidat(e) retenu(e) doit constamment démontrer sa capacité à travailler de manière indépendante et à renforcer les relations de l'institution avec le pays d'opération. Il devra être disponible (y compris en cas de besoin en dehors des horaires habituels du bureau), apte à travailler sous pression dans un environnement multiculturel, et faire preuve d'une grande capacité d'organisation.

#### Formation et critères de sélection :

Master complété en macroéconomie de niveau international ou un départ dans un programme de doctorat. Un doctorat en économie complété serait considéré un avantage important.

Cinq années ou plus d'expérience de travail pertinente (p. ex., économétrie, statistiques, finances) ou expérience équivalente.

Maîtrise d'Excel et de Stata et d'autres logiciels économétriques tels que Eviews, R, et/ou GAUSS, ainsi qu'une connaissance des techniques statistiques et économétriques et des relations macroéconomiques.

Les publications dans les revues académiques seraient considérées comme un autre avantage important.

Pleine maîtrise de l'anglais et du français.

Candidats résidant à l'étranger ou non gabonais seront également considérés pour le poste.

Adresser les scans des CV, diplômes, copies des pièces d'identité références et lettre de motivation par courriel (e-mail) à l'adresse suivante :

RR-GAB@imf.org

Reference : Économiste

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES : 3 Février 2021

Seules les candidatures présélectionnées seront contactées. 10550

### SCP MOUSSOUNDA & OBAME ONDO

#### Société Civile Professionnelle d'Avocats

B.P 5702 Libreville

Tel: 06626 9710/ 066 83 19 65

Vente sur saisie-immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur, le 23 Février 2021 à 14 heures, dans la salle d'audience du Tribunal commercial de Libreville d'un immeuble situé à Angondje, objet du titre foncier n° 16206, d'une superficie de 412m2 appartenant en pleine propriété à Madame YANGARI SIMA Hélène Marlyse, comprenant :

- Une parcelle, une villa, des espaces verts, un bungalow et une clôture;

#### MISE A PRIX DU LOT UNIQUE

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges dressé par la SCP MOUSSOUNDA & OBAME ONDO et déposé au Greffe du Tribunal commercial de Libreville où il peut être consulté, les enchères seront ouvertes et suivies par Ministère d'Avocat sur la mise à prix suivante pour le lot unique : Cent Dix Sept Millions Trois Cent Cinq Mille Neuf Cent Francs (117.305.900 FCFA) 10660